

ARRÊTÉ TEMPORAIRE RELATIF À L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL À DES FINS COMMERCIALES 53 rue de la République

Le Maire de la Commune de Beaurepaire,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2112-2, L.2213-1, L.2213-6 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code du commerce,
Vu le règlement général de voirie n° 64-3243 du 7 août 1964, relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,
Vu la Délibération n° 2023-119 du 7 décembre 2023 adoptant les droits d'occupation du domaine public,
Vu la demande du 12 mai 2026 formulée par Madame Amanda BOSSENEC gérante de « HISTOIRE D'UNE AME » demeurant 53 rue de la République à 38270 BEAUREPAIRE, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce,

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Amanda BOSSENEC gérante de « HISTOIRE D'UNE AME » est autorisée, à installer une terrasse de 4 m² sur le domaine public, au droit du n°53 rue de la République, en vue d'exercer son commerce, s'applique uniquement les mercredis et ce jusqu'à 12h30 – jour de marché hebdomadaire. Seul l'espace public mis à disposition pourra être occupé.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, jusqu'au 31 décembre 2026. Elle est personnelle et incessible. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express, sur demande écrite avant le 31 décembre 2026.

ARTICLE 3 : La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la mairie 15 jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

ARTICLE 4 : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et de dégradation, ou de salissures constatées, la ville fera procéder aux travaux de remise en état, aux frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 5 : Le permissionnaire devra laisser un passage d'un mètre quarante minimum, devant permettre la circulation des poussettes, landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire s'acquittera auprès de la commune de Beaurepaire de la somme de **quatre euros**, correspondant à 4 m² x 1 euro, conformément à la délibération n° 2023-119 du Conseil Municipal du 7 décembre 2023 fixant les tarifs d'occupation.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est révocable à tout moment, en cas de non respect par les permissionnaires des conditions précitées, des dispositions du règlement général de voirie susvisées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ainsi que d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Il est rappelé que l'absence de réponse dans un délai de deux mois au recours administratif vaut rejet implicite, lequel peut lui-même être contesté dans le délai de deux mois devant le Tribunal Administratif.

ARTICLE 9 : Monsieur le Maire, le service de la police municipale, le Commandant de la brigade de gendarmerie de Beaurepaire et le demandeur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Sous-Préfet de Vienne, inscrit au registre des actes de la Mairie, publié et affiché sous les formes réglementaires.

Fait à Beaurepaire, le 19 mai 2026
Le Maire,

Yannick PAQUE

